

Plan de rigueur : Sarkozy accélère la réforme des retraites

- Les mesures annoncées devraient rapporter 17 milliards en 2016
- Elles ont pour but de rassurer les marchés en évitant la colère sociale
- L'Allemagne, pendant ce temps, enregistre un gros excédent fiscal

Le premier ministre, François Fillon, devait dévoiler lundi 7 novembre à midi, à l'issue d'un conseil des ministres exceptionnel, un nouveau plan anti-déficit destiné à assurer le retour à l'équilibre des comptes publics en 2016.

Les mesures prévues, qui sont pour une part structurelles, rapporteront un peu plus de 7 mil-

liards d'euros en 2012 et 17 milliards en 2016.

Outre des relèvements d'impôts sur les sociétés et de TVA à taux réduit, le nouveau plan Fillon, le deuxième après celui du 24 août 2011, comporte une mesure surprise sur les retraites. L'âge légal de départ à 62 ans est ainsi avancé à 2017 au lieu de 2018. Il est aussi prévu une

désindexation partielle de certaines dépenses (prestations familiales et aides au logement). Ces annonces visent à rassurer les marchés et les agences de notation sur la volonté du gouvernement d'alléger le coût du modèle social français.

CLAIRE GUÉLAUD
ET ARNAUD LEPARMENTIER
► Lire la suite page 10

Ces leaders que l'euro fait chuter

M. Papandréou démissionnaire, M. Berlusconi en sursis Pages 2-3



Silvio Berlusconi, Jean-Claude Juncker (de dos) et Georges Papandréou, le 26 octobre, à Bruxelles.
AFP/E. PEFERBERG

Avec son nouveau gazoduc, Gazprom affiche son ambition

Energie Le groupe russe met en service un gazoduc sous la mer Baltique pour alimenter l'Europe. En 2030, le gaz en provenance de Russie pourrait représenter 50% de la consommation européenne. Page 18

L'armée plébiscitée par les jeunes Français

Défense La fin du service militaire, en 1996, a fait évoluer l'image des forces françaises auprès des jeunes : une enquête montre que l'armée est l'institution dans laquelle ils ont désormais le plus confiance. Page 15

Fortuna, la patate OGM pour lutter contre le mildiou

Agriculture Le groupe chimique BASF a déposé auprès de l'Union européenne une demande de commercialisation d'une pomme de terre transgénique destinée à la consommation humaine. Page 8

Les désarrois du bon professeur Papandréou

C'est un dirigeant courageux qui s'en va, première victime politique d'une crise de l'euro qui pourrait en faire beaucoup d'autres. Arrivé au pouvoir en 2009, à la tête du Pasok, la formation socialiste grecque, Georges Papandréou a décidé de démissionner. Il l'a confirmé dimanche soir 6 novembre à Athènes.

Il part épuisé, laminé par deux années d'incessantes batailles pour tenter de sortir d'une crise due au monstrueux endettement de son pays. Plus que quiconque, il était conscient que l'irresponsabilité de la Grèce a mis en péril l'ensemble de la zone euro - l'un des pôles de la puissance économique mondiale.

M. Papandréou s'en va dignement, n'étant le curieux épisode de sa tentative avortée de référendum sur le deuxième plan de rigueur imposé à son pays par ses créanciers européens.

Il est parvenu dimanche soir à un accord avec le chef de la droite, Antonis Samaras, pour former un gouvernement d'unité nationale. On ne sait encore qui le dirigera et sera chargé de gérer le pays jusqu'à des élections législatives anticipées prévues pour le 19 février.

Cette équipe d'union nationale, le chef du Pasok l'a cherchée en vain depuis dix-huit mois. Jusque-là, la Nouvelle Démocratie, le parti de M. Samaras, s'y était toujours refusée. La droite grecque a joué

Editorial

la politique du pire. Elle n'a cessé de mettre des bâtons dans les roues à M. Papandréou. Elle n'a jamais voté une seule des mesures d'austérité dictées par les bailleurs de fonds de la Grèce.

M. Samaras est l'héritier de la for-

mation qui fit entrer le pays dans ce qui était alors la Communauté économique européenne en 1981. Mais il a laissé M. Papandréou affronter seul la colère du peuple grec face à la rigueur. Il a refusé le moindre geste de solidarité, alors que son parti est très largement responsable de l'état lamentable des finances publiques grecques ; celui qui, du temps où il était dirigé par Costas Karamanlis, a truqué les comptes ; celui qui a menti à Bruxelles sur le niveau réel de l'endettement grec.

Deux des entités les plus riches du pays n'ont pas jugé utile de faire un geste non plus : ni la riche Eglise orthodoxe ni le groupe des grands armateurs ne versent un euro d'impôt au gouvernement central - la première par tradition, les autres grâce aux paradis fiscaux.

Nous regretterons Georges Papandréou, la silhouette longue

et distinguée de ce diplômé de Harvard et de la London School of Economics, qui ne comprenait que trop ce qui arrive à son pays. Il tombe victime de l'un des pièges de la rigueur budgétaire. L'endettement la rend nécessaire, sauf à accepter la faillite. Mais la rigueur enrayera aussi le redémarrage de l'activité, empêchant le regain de rentrées fiscales qui faciliterait l'apurement de la dette.

D'où ce sentiment que la zone euro est condamnée pour plusieurs années à une croissance nulle - donc au chômage de masse et à l'instabilité politique et sociale, comme l'explique le dossier du « Monde Economie » de cette semaine. Le professeur d'économie Georges Papandréou va avoir tout loisir d'expliquer cela dans une grande université européenne. ■

Lire p. 2-3 et notre supplément

Carlos, terroriste de la guerre froide



Procès Ilich Ramirez Sanchez, alias « Carlos », comparait devant la cour d'assises de Paris pour quatre attentats meurtriers commis en France en 1982 et 1983. Page 14

Le regard de Plantu

LE RETOUR DU "CHE"

Le procès du terroriste CARLOS

La candidature Chevènement



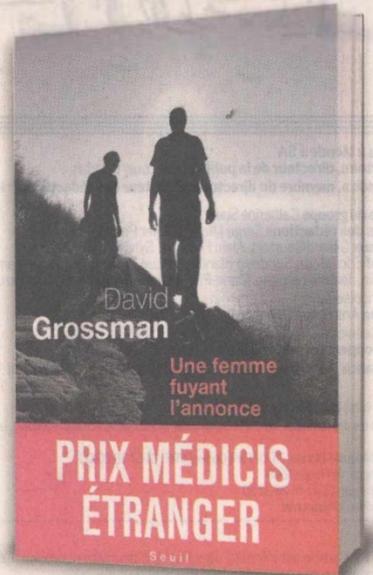
Vieillir chez soi sous l'œil du high-tech

Une tablette pour appeler en visioconférence ses enfants et petits-enfants, un « chemin lumineux » pour éviter de tomber la nuit en allant aux toilettes, un bracelet détecteur de chocs et de chutes, un pilulier électronique qui sonne quand c'est l'heure de prendre ses médicaments et prévient l'infirmière : le high-tech s'invite chez les seniors.

Ces nouveaux objets technologiques, qui visent à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, sont actuellement testés dans plusieurs départements. Pour l'heure, aucune aide financière n'est prévue pour acquérir ces équipements. ■

Lire page 29

DAVID GROSSMAN



PRIX MÉDICIS ÉTRANGER

roman
Seuil

Sale temps pour les « indignés » de la Défense

Sur le parvis de la Défense, s'est joué ce week-end un jeu des plus sérieux. D'un côté, des « indignés » avaient décidé, vendredi 4 novembre au soir, d'installer un campement au pied de la Grande Arche. Planter sa frêle guitoune au milieu des écrasantes tours abritant les sièges des grandes entreprises françaises, autant dire au cœur du capitalisme, était intimidant mais semblait judicieux pour qui entend dénoncer les dérives du système.

En face, ou plutôt tout autour, l'équivalent de neuf fourgons de gendarmes mobiles, équipés de pied en cap, était là pour les empêcher de prendre racine. Le lieu est public : chacun peut donc s'y réunir en principe, admettait en aparté un responsable de la police. La manifestation n'était pas autorisée, reconnaissait tout aussi fair-play un « indigné », rappelant que le mouvement était pacifique et ne pouvait donc porter atteinte à la sécurité publique.

Dans ce cadre juridique imprécis, chaque jour et chaque nuit se sont donc répétées les mêmes scènes. Par raids successifs, les forces de l'ordre se sont emparées des tentes de manifestants qui tentaient de faire rempart de leurs corps pour empêcher la razzia. En ces journées pluvieuses d'automne, sur la large esplanade battue par un vent froid, la tactique policière était des plus claires : jouer sur l'usure de gens qui n'avaient plus rien pour se protéger des intempéries.

Ceux qui tentaient ne serait-ce que de se réfugier sous l'Arche étaient aussitôt refoulés par un cordon planté sur les marches. « Nous avons essayé de nous abriter sous des bâches mais elles nous ont également été arrachées dans

la nuit. Nous nous sommes retrouvés trempés », raconte Gary, 25 ans, un des militants, vétéran de trois nuits sans sommeil dont il ressortait les traits tirés. Deux personnes ont tout de même été légèrement blessées lors de ces escarmouches.

Sortir de l'anonymat

Les « indignés » ont ainsi résisté stoïquement aux assauts du climat et à la pression de la maréchaussée, emmitouflés dans des sacs de couchage humides. Ils se sont relayés sur l'esplanade pour ne pas abandonner le campement au milieu duquel flottait un drapeau, presque un étendard, où était inscrit : « Occupons la Défense ! » Lundi matin, avant qu'employés et cadres rejoignent leur bureau, ils étaient encore quelques dizaines à tenir le pavé.

Par cette démonstration publique, les « indignés » français ont réussi à sortir de l'anonymat où ils étaient cantonnés dans notre pays. La révolte est née en Espagne, en mai, drainant vers elle des milliers de personnes. Elle a gagné plusieurs pays mais les émules français peinaient jusqu'alors à se faire entendre. Jean, 34 ans, un des pionniers, y voit plusieurs explications : « Il y a en France des mouvements dispersés et des mobilisations disparates. Il n'est pas facile de réunir les gens. »

Ne se séparant plus de son sac à dos, de peur qu'il soit confisqué, Jean pestait contre le harcèlement policier. Gary, lui, était satisfait : « Des centaines de personnes sont venues nous rencontrer, ont participé à nos assemblées générales. Ceux qui ne nous connaissaient pas savent désormais que nous existons. » ■

BERNOÏT HOPQUIN

Profil Snobé au G20 de Cannes, lâché par des députés de son parti, le président du conseil est plus seul que jamais à l'heure où son pays est mis sous tutelle du FMI. « Quand tombera-t-il ? », semble désormais la seule question posée

« C'est terminé, Silvio, inutile de t'accrocher »



Silvio Berlusconi lors d'une conférence de presse du G20 à Cannes, le 4 novembre.

PASCAL GUYO/AFP

Rome Correspondant

Il est beau compter et recompter, l'addition, pour l'instant, ne tombe pas juste. Vendredi 4 novembre à peine rentré du G20 de Cannes, qui a décidé de mettre l'Italie sous tutelle des experts du Fonds monétaire international et de la Commission européenne qui se chargeront de « vérifier » l'avancement des réformes promises, Silvio Berlusconi s'est enfermé dans sa résidence romaine du palais Grazioli avec ses plus proches collaborateurs. Ils ne lui ont pas caché la gravité de la situation. « Silvio, lui ont-ils dit, à l'heure actuelle, tu n'as plus de majorité à l'Assemblée. »

Hâbleur et optimiste par nature, le président du conseil a juré qu'il tiendrait jusqu'au printemps 2013, le terme officiel de son troisième mandat. « Tu dois te retirer », lui conseillent, depuis des semaines,

Silvio Berlusconi veut croire que personne ne prendra le risque de faire basculer l'Italie dans le chaos politique qui s'ajouterait à l'incertitude financière

ses plus proches amis. « A tort ou à raison, le problème de l'Italie, c'est toi », lui a expliqué le ministre de l'économie, Giulio Tremonti. « C'est terminé, inutile de t'accrocher », a lâché, dimanche 6 novembre, Roberto Maroni, ministre de l'intérieur et membre de la Ligue du Nord.

Samedi 5 novembre alors que 100 000 manifestants du Parti démocrate (centre gauche), réunis dans la capitale italienne, exigeaient sa démission, le palais Chigi, le Mignon transalpin, publiait son sempiternel communiqué : « Le gouvernement va de l'avant. »

Qui peut encore y croire ? A Cannes, les grands de la planète l'ont snobé. S'ils ont diplomatiquement salué les efforts de l'Italie pour parvenir à l'équilibre budgétaire en 2013, voire en 2012, et réduire son énorme dette de 1 900 milliards d'euros (120 % du PIB), ils se méfient de ce Berlusconi qui ne veut pas voir cette dette parce que, dit-il, en Italie « les restaurants sont pleins ». Silvio Berlusconi peut mesurer ce qui le sépare désormais de ses pairs. Autrefois, les chefs d'Etat se pressaient à ses invitations villa Certosa en Sardaigne. Désormais, ils le fuient, lui et ce qu'il représente.

Aucun entretien bilatéral à son programme, mais à la place, des réunions humiliantes où, comme un mauvais élève

de la zone euro, il a été mis en demeure de faire des efforts. De Barack Obama, il n'a eu droit qu'à une tape sur l'épaule quand ils se sont croisés devant l'ascenseur du Carlton. Le président américain allait faire son jogging. Silvio Berlusconi, 75 ans, remontait dans sa chambre. Cette fois, pas de photo entre le premier ministre chinois et le président américain pour démontrer à l'opinion publique italienne que sa place est toujours parmi les premiers. On l'a vu sourire, l'air un peu niais, pour donner l'impression d'être mêlé à une conversation dont Barack Obama et Angela Merkel le tenaient soigneusement éloigné.

Les perdants sont seuls. Depuis plusieurs jours les démissions se multiplient autour de lui. Comme au début d'une étape de montagne du Tour de France, les échappées fusent de toutes parts. Trois députés de son parti, le Peuple de la liberté (PDL), sont passés avec armes et bagages chez les centristes de Pierferdinando Casini. Six autres ont signé une lettre dans laquelle ils lui demandent « de se retirer » pour permettre la formation d'un nouveau gouvernement. Une vingtaine d'autres seraient prêts à constituer un groupe indépendant. L'Italie semble revenue au temps de la « première République », avant le scandale Tangentopoli au début des années 1990, quand les gouvernements se faisaient et se défaisaient à la buvette de Montecitorio, l'Assemblée nationale, ou dans les salons privés des restaurants alentours.

Selon la presse italienne, le président du conseil ne disposerait plus que d'environ 310 voix sûres à l'Assemblée (sur 630). Une mise par rapport aux 344 députés qui le soutenaient au début de son troisième mandat, au printemps 2008. Dans le passé, le « Cavaliere » est toujours parvenu à faire rentrer les frondeurs dans le rang : les promesses d'une charge, d'un maroquin ou d'une nouvelle candidature sont venues à bout des accès de mauvaise humeur. Cette fois, même Denis Verdini, dirigeant du PDL, l'homme qui a toujours su retourner les parlementaires récalcitrants, a dû avouer que les nouveaux rebelles étaient « coriaces ». Il n'y a plus beaucoup de postes à offrir au gouvernement. Et la promesse d'une place éligible sur les listes électorales n'est plus une garantie quand le premier ministre « vaut » moins de 22 % d'indice de satisfaction dans les sondages.

« Je le verrai un par un », a promis Silvio Berlusconi. Alors que les analystes s'accrochent à penser que la crise de crédibilité de l'Italie lui est due, il s'accroche à l'idée qu'elle le protégera. Il veut croire que personne ne prendra le risque de faire bascu-

ler l'Italie dans le chaos politique qui s'ajouterait à l'incertitude financière. Il a prévenu : « Ceux qui quittent aujourd'hui la majorité trahissent l'Italie. » Mais tout peut désormais arriver. Sous son nez, le président de la République, Giorgio Napolitano, consulte les dirigeants des principaux partis politiques pour vérifier si les conditions d'un nouvel exécutif sont réunies. Sans Silvio Berlusconi, évidemment.

On l'a vu sourire, l'air un peu niais, pour donner l'impression d'être mêlé à une conversation dont Barack Obama et Angela Merkel le tenaient soigneusement éloigné

La seule question qui semble désormais se poser est : quand tombera-t-il ? Mardi 8 novembre lorsque l'Assemblée devra voter une nouvelle fois sur le préambule au bilan 2010 de l'Etat italien déjà rejeté une première fois il y a un mois ? A la fin du mois quand les mesures qu'il a présentées au G20 viendront devant la Chambre haute ? Se démettra-t-il avant d'être mis en minorité ou voudra-t-il défier ses adversaires sur un énième vote de confiance afin de voir ses « tueurs » au fond des yeux ?

Et après... Tous les scénarii sont possibles. Les noms de ses remplaçants circulent. Les uns soutiennent Gianni Letta, le bras droit historique du « Cavaliere », qui pourrait lui garantir un répit sur le plan judiciaire. Les autres, Giulio Tremonti, le ministre de l'économie, qui a le soutien de la Ligue du Nord. Pour d'autres encore, le « sauveur » ne peut être que Mario Monti, ancien commissaire européen et directeur de l'université Bocconi de Milan, un technicien proche du centre gauche mais apprécié à droite pour sa rigueur et sa discrétion.

La chute semble inéluctable et pour apprécier son ampleur, un retour en arrière s'impose jusqu'à un moment où, sans le savoir encore, Silvio Berlusconi marchait au bord du précipice.

Nous sommes le 25 avril 2009 à Onna, une petite localité des Abruzzes, toute proche de L'Aquila, quasiment détruite après le tremblement de terre qui a coûté la vie à 309 personnes, trois semaines plus tôt. A cette occasion, le « Cavaliere » a pu faire la démonstration de tous ses talents. Entrepreneur, il a promis de nouvelles maisons pour tout le monde. Compassionnel, il a su consoler, rassurer, prendre sur lui-même la douleur de ses compatriotes.

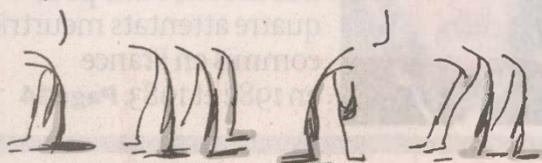
Mais, ce 25 avril, jour de la commémoration de la Libération de l'Italie contre l'occupant nazi, il fait plus encore en passant autour de son cou le foulard des partisans. Ce geste est un vrai « coup » politique, un équivalent péninsulaire transalpin de l'ouverture à gauche de Nicolas Sarkozy après son élection. Les Italiens, lassés de décennies de querelles historico-politiques entre anciens communistes et ex-fascistes, apprécient le geste. Et si un chef d'Etat était né ? Les sondages lui accordent près de 70 % d'indice de satisfaction. Une semaine plus tard, le premier scandale sexuel explose. C'est de ces hauteurs qu'il tombera ensuite, comme une pierre.

Vendredi 4 novembre, en rentrant du G20 de Cannes, l'avion du premier ministre a probablement survolé la ville de Gênes où des pluies diluviennes ont causé la mort de six personnes, dont deux enfants, une semaine après que dans des inondations ont été emportées onze personnes dans les villages des Cinque Terre (Ligurie). Silvio Berlusconi était pressé de rentrer à Rome pour faire et refaire les comptes des parlementaires qui lui sont encore fidèles. Il ne s'est pas arrêté. ■

PHILIPPE RIDET

Les indégivrables Xavier Gorce

D'accord, on les fera, ces expertises ADN, mais APRÈS l'exécution



Quels monstres serions-nous si nous exécutons un innocent en connaissance de cause !



Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire, directeur des rédactions Erik Izraelewicz
Secrétaire générale du groupe Catherine Sœur
Directeurs adjoints des rédactions Serge Michel, Didier Pourquery
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Eric Béziat, Sandrine Blanchard, Luc Bronner, Alexis Delcambre, Jean-Baptiste Jacquin, Jérôme Fenoglio, Marie-Pierre Lannelongue (« M Le magazine du Monde »)
Chef d'édition Françoise Tovo
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Médiateur Pascal Galinier
Directeur du développement éditorial Franck Nouchi
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président, Gilles van Kote, vice-président

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA

Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 32-89
(0,34 € TTC/min) ; de l'étranger (33)1-76-26-32-89
ou par Internet : www.lemonde.fr/abojournal

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037



Président : Louis Dreyfus
Directrice générale : Corinne Mrejen



PRINTED IN FRANCE



80, bd Auguste-Blanqui,
75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg,
94852 Ivry cedex

LA CRISE GRECQUE

Un gouvernement d'union pour diriger la Grèce

Georges Papandréou s'est résigné à quitter le pouvoir. Des élections législatives doivent être organisées le 19 février

Athènes
Correspondance

Il a fallu attendre qu'ils voient de très près l'iceberg de la sortie de la zone euro pour que les hommes politiques grecs décident d'essayer de redresser la barre. Après plusieurs jours de « marchandages sur le "Titanic" », comme l'a titré le quotidien de centre droit *Kathimerini*, un gouvernement de coalition devait être formé, lundi 7 novembre.

L'ancien gouverneur de la Banque de Grèce et ancien vice-président de la Banque centrale européenne, Lucas Papadémos, une personnalité respectée qui a l'accord du Pasok et de la Nouvelle Démocratie (ND), les deux partis dominants du pays, est considéré comme le probable futur premier ministre. Il était absent d'Athènes, dimanche.

Le gouvernement devrait comprendre des membres du Pasok et de ND, ainsi que des personnalités non politiques au profil plus technocratique. La présence d'autres partis n'est pas tranchée.

L'annonce de cette nouvelle équipe est un soulagement. « Enfin ! », titre *Ta Nea* (centre gauche), évoquant « une grande marche vers le sauvetage du pays ». Georges Papandréou s'est résigné à quitter le pouvoir, tandis qu'Antonis Samaras, le président de ND, a dû faire d'importantes concessions pour permettre la formation de ce gouvernement d'union nationale, souhaité par une bonne partie de la population et par les partenaires européens, mais qui arrive bien tard.

L'Europe a pesé de tout son poids. « Nous avons appelé à un gouvernement d'union nationale, restant persuadés qu'il s'agissait de la manière la plus convaincante de rétablir la confiance et d'honorer les engagements », a indiqué, dimanche, Olli Rehn, commissaire européen aux affaires économiques et monétaires. D'après M. Rehn, les Européens « ont été confrontés à une rupture de confiance initiée par Athènes », ce



Georges Papandréou, et son ministre des finances Evangelos Venizelos, le 5 novembre au Parlement, à Athènes. JOHN KOLESIDIS/REUTERS

qui a placé la Grèce sur une orbite la menant hors de la zone euro : « Nous ne voulons pas cela mais nous devons être prêts à affronter n'importe quel scénario. »

L'actuel ministre des finances, Evangelos Venizelos, devait conserver son poste et représenter la Grèce, lundi soir, lors de la réunion des ministres des finances de l'Eurogroupe, où il devrait être accompagné de conseillers issus des rangs de ND. Il devait rester également vice-président du nouveau gouvernement, aux côtés d'un vice-président de droite, probablement l'ancien commissaire européen à l'environnement, Stavros Dimas. La composition finale

du gouvernement devait être arrêtée lundi après-midi. Ce gouvernement aura une durée de vie limitée. Les deux partis se sont enten-

« Je pense que le gouvernement aura une durée de vie plus longue qu'annoncé »
Georges Séfertzis
politologue

du pour fixer au 19 février 2012 – la date « la plus appropriée » – l'organisation de législatives anticipées. Le chef de l'opposition a accepté ce compromis sur la date,

alors qu'il réclamait, samedi, des élections en décembre, une perspective jugée « catastrophique » par M. Papandréou.

La feuille de route du gouvernement provisoire a été présentée, dimanche, par M. Venizelos, lors du dernier conseil des ministres de Georges Papandréou, sous la forme d'un plan en « sept actions » d'urgence. La priorité est d'assurer le versement par les partenaires européens de la sixième tranche de prêt de 8 milliards d'euros, gelé depuis l'annonce du référendum, aujourd'hui abandonné. Si cette somme n'est pas débloquée avant le 15 décembre, le pays sera en cessation de paiement.

Pendant ses trois mois prévus de fonctionnement, le gouvernement se consacrera principalement au vote du budget 2012, avant la fin de l'année, et à la finalisation du nouveau plan d'aide européen à la Grèce décidé le 27 octobre, et notamment la mise en place de la décote de 50 % sur la dette des créanciers privés, en assurant « la participation en toute sécurité des banques grecques et des caisses grecques d'assurance-maladie et de retraite ».

Début 2012, en même temps que le calendrier électoral, Athènes aura une autre échéance : « Couvrir les besoins d'emprunt de la Grèce [20 milliards d'euros

La Chine fustige « l'indolence » européenne

Le président du fonds souverain chinois CIC a fustigé, dimanche 6 novembre sur Al-Jazira, l'Etat-providence européen, responsable, selon lui, de la crise de la dette. « Les troubles qui se sont produits dans les pays européens résultent uniquement de problèmes accumulés par une société en fin de course, vivant d'acquis sociaux », a déclaré Jin Liqun, qui dirige la China Investment Corporation (CIC). « Les lois sociales sont obsolètes. Elles conduisent à la paresse, à l'indolence, plutôt qu'à travailler dur », a poursuivi M. Jin, demandant aux gouvernements européens des réformes avant un éventuel soutien chinois. – (AFP.)

supplémentaires] avant la fin février. » Ces 20 milliards pèseront fortement sur une campagne électorale qui se déroulera alors que la « troïka » sera en train d'examiner les conditions de versement de cette nouvelle tranche.

« Je pense que le gouvernement aura une durée de vie plus longue qu'annoncé, estime le politologue Georges Séfertzis. S'il réussit, cela va contribuer à la transformation politique du pays et provoquer enfin la fin de l'ancien système des partis grecs. »

Le gouvernement sera également confronté à d'autres échéances, dans la rue cette fois. Le Parti communiste et l'extrême gauche – qui représentent environ 20 % de l'électorat dans les sondages – ont refusé de participer à ce gouvernement d'union nationale. Les manifestants qui demandaient le départ de M. Papandréou et de la troïka ne vont guère se laisser émouvoir par un accord entre les deux principaux partis qui sont jugés responsables de la situation économique du pays. ■

ALAIN SALLES
AVEC PHILIPPE RICARD
(A BRUXELLES)

Le virage à 180 degrés d'Antonis Samaras

Athènes
Correspondance

Une nouvelle fois face à face, comme pour un dernier duel, dans le bureau du président de la République, dimanche 6 novembre...

Georges Papandréou apparaît crispé, tapotant nerveusement la table. Devant lui, Antonis Samaras sait qu'il tient enfin sa revanche. Mais pour le président du principal parti d'opposition de droite (Nouvelle Démocratie), c'est une victoire à la Pyrrhus.

La veille, M. Samaras posait trois conditions à la participation de sa formation à un gouvernement d'union : le départ de Georges Papandréou, des élections immédiates et l'acceptation partielle du plan d'aide européen.

Le lendemain, il a dû se contenter seulement du départ de son vieux rival, de toute façon condamné depuis son appel hasardeux à un référendum. C'est une victoire importante pour lui, tant l'inimitié entre les deux condisciples de l'université américaine d'Amherst (Massachusetts) était grande, quasi obsessionnelle. Pendant un week-end où le pays était au bord du gouffre, les deux responsables politiques ou leurs état-majors continuaient à se jeter des injectives, en promettant le consensus.

Les pressions européennes – et d'une partie des troupes du parti – ont été multiples. Fait rarissime,

l'évêque d'Athènes et de toute la Grèce, Mgr Hiéronymos est intervenu pour demander aux « forces politiques d'accomplir leur devoir national » en les mettant en garde contre toute « erreur ou tout calcul qui ne viserait pas exclusivement à l'intérêt national ».

M. Samaras a dû en rabattre sur la date des élections qui ne pourront pas avoir lieu, dans le meilleur des cas, avant le 19 février 2012. Il a été surtout contraint d'accomplir un virage à 180 degrés sur la « troïka » et les mesures d'austérité. En 2010, il a voté contre le Mémoire signé entre le gouvernement, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Depuis, il n'a cessé de marteler qu'il s'opposait aux mesures de rigueur et de plaider en faveur d'une baisse des impôts, tout en expliquant qu'il était d'accord sur les objectifs d'équilibre budgétaire du Mémoire.

Il avait également été critique après l'accord européen du 27 octobre. Samedi, il était favorable au versement d'une nouvelle aide et à la réduction de la dette du secteur privé, et espérait pouvoir renégocier les mesures d'austérité. Dimanche, il a donné son accord à un gouvernement qui va mettre en œuvre la rigueur, perdant un argument majeur de sa campagne électorale. ■

A.S.

Jean Ziegler
DESTRUCTION MASSIVE
Géopolitique de la faim
JEAN ZIEGLER
Seuil

LA CRISE GRECQUE

Des eurodéputés appellent à un plan de relance en Grèce

Socialistes et libéraux plaident pour un projet comportant un volet sur la croissance

Bruxelles
Bureau européen

Dans une Union européenne (UE) en plein trouble, les eurodéputés mesurent les limites des changements engendrés par le traité de Lisbonne, censés leur donner plus de pouvoirs. Ils constatent en réalité la faiblesse de ces derniers lorsque de grands Etats sont seuls à la manœuvre.

Des groupes politiques du Parlement croient toutefois encore possible de faire pression pour faire en sorte que les plans d'aide à Athènes soient complétés d'un volet portant sur la croissance. « Sans cela, il n'y aura jamais de relance en Grèce », déclare au Monde Martin Schulz, président du groupe socialiste. Il va donc rechercher une majorité pour faire adopter dans une dizaine de jours, avant le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du 9 décembre, un projet aux allures de plan Marshall destiné à sortir la Grèce de sa spirale infernale. A charge pour la Commission de le relayer et de le défendre devant le Conseil.

Daniel Cohn-Bendit, coprésident du groupe des Verts, énumère ce que devrait envisager ce texte. « Un volet énergétique afin de réduire la dépendance du pays au pétrole, qui couvre 80 % de ses besoins. Une modernisation des infrastructures, destinée notamment à favoriser un tourisme soutenable. Une rénovation du patrimoine culturel. Une refonte à visée écologique du secteur agricole : sait-on, par exemple, que 70 % des olives grecques sont manufacturées en Italie ? » Le député Vert ajoute plusieurs chapitres : la lutte contre l'évasion fiscale, les limitations des dépenses de défense, qui absorbent aujourd'hui 4 % du PIB grec – un record européen –, l'instauration d'une véritable politique de l'impôt foncier, etc.

Le groupe libéral et démocrate est susceptible de se rallier à cette initiative. Il a élaboré son propre projet, baptisé Reset Greece, qui plaide pour une meilleure utilisation des fonds européens, l'affectation d'une partie du produit des privatisations à des investissements,

lesquels bénéficieraient d'une garantie européenne. « Nous insistons depuis des mois auprès de la Commission pour qu'elle réorientent son action, beaucoup trop limitée », assure Guy Verhofstadt, le président de l'Alliance des démocrates et libéraux.

« Bonne conscience »

Membre du groupe du Parti populaire européen, la force dominante à Strasbourg, Jean-Paul Gauzès ne cache pas un certain scepticisme. « Le Parlement peut certes voter de nouvelles résolutions et se donner bonne conscience, et après ? », s'interroge l'élu de Seine-Maritime. « La dette grecque restera très élevée, quoi qu'il en fasse. Je ne suis évidemment pas hostile à l'idée de donner de l'espoir à ce pays, comme le disent mes amis de gauche, mais on ne construit pas une maison sur des nénuphars », ironise-t-il. La solution ? « Placer véritablement le pays sous protection pour le préserver des agences de notation, des variations de taux d'intérêt et de la pression quotidienne qui s'exerce sur lui. »

« On ne parviendra pas à stabiliser ce pays avec un programme qui ne se base que sur l'assainissement budgétaire », réplique Daniel Cohn-Bendit. La rigueur est décidée, mais elle ne sera acceptée par les Grecs qu'en leur trace une perspective.

Guy Verhofstadt souligne une autre nécessité : si elle veut s'en sortir, l'Europe communautaire elle-même doit « faire exactement l'inverse de ce qu'elle fait depuis des années ». C'est-à-dire « bâtir une Union fiscale et économique capable de gérer la zone euro de manière efficace et démocratique ». Sans oublier le principe, défendu aussi par Martin Schulz et Daniel Cohn-Bendit, du lancement d'euro-obligations destinées à soutenir la relance.

« Imposer plus d'intégration ? Fondamentalement, mes collègues n'ont peut-être pas tort, mais le problème est que les opinions publiques semblent, en ce moment, davantage tentées par le populisme que par le fédéralisme », tempère Jean-Paul Gauzès. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

TV5MONDE rfi Le Monde

« On n'aurait pas dû laisser rentrer la Grèce à ce moment-là »

PARIS. Invité de l'émission « Internationales », dimanche 6 novembre, Didier Reynders, ministre des finances belges depuis 1999, a raconté les coulisses de l'entrée d'Athènes dans la zone euro : « On a reçu à l'époque [en 2001] des avis, tant de la Commission européenne que de la Banque centrale européenne, qui étaient positifs, et les chiffres étaient positifs également. Dans l'année qui a suivi, on a vu que les chiffres étaient faux. Les Grecs ont invoqué des problèmes d'investissements en matière de défense et, plus tard, le coût des Jeux olympiques. A posteriori, on peut se dire qu'on n'aurait pas dû laisser rentrer la Grèce à ce moment-là. » Toutefois, a tempéré M. Reynders, « l'entrée dans l'UE comme l'entrée dans la zone euro sont des décisions qui se prennent en tenant compte des critères politiques. Quand le Mur est tombé, on a fait entrer des pays dans l'UE, souvent sous la pression politique. Le but était de les faire rentrer dans la démocratie, de les faire rentrer dans une économie de marché. On a fait primer le politique, mais c'est là toute la construction européenne. » ■

BENOÎT VITKINE

Depuis Londres, Hachemi Hamdi joue les trouble-fête de la politique tunisienne

Le journaliste a créé la surprise lors des premières élections de l'après-Ben Ali, sans mettre les pieds en Tunisie. Son parti, La Pétition populaire, est devenu la quatrième force politique du pays

Profil

Londres
Correspondance

Au fond d'une petite zone industrielle d'Acton, une banlieue grisâtre de Londres, coïncée entre un garage camion Renault et une usine d'import-export de textile, se trouve une petite maison en brique rouge comme il en existe des milliers au Royaume-Uni. Sur la sonnette, pas de nom, aucun signe distinctif. Seule l'antenne parabolique sur le toit apporte un indice de l'utilisation des lieux.

C'est de là qu'émet Al-Mustakilla, une télévision dont le fondateur, Hachemi Hamdi, vient de provoquer la surprise aux élections de Tunisie. Cumulant les rôles de rédacteur en chef, présentateur principal et de temps à autre réceptionniste, l'homme de 47 ans a mis sur pied un nouveau parti, la Pétition populaire, qui a obtenu 19 sièges à l'Assemblée constituante.

Cela en fait la quatrième meilleure liste. Son bon score a même failli être un séisme : sans l'annulation de six de ses listes pour dépassement budgétaire – il a déposé des recours –, il aurait remporté 28 sièges, ce qui aurait fait de la Pétition populaire l'une des principales forces politiques du pays.

Tout ça sans avoir mis les pieds en Tunisie ! Exilé à Londres depuis 1989, Hachemi Hamdi a mené sa campagne via son talk-show quotidien, depuis son petit studio, sa

femme et son fils aux manettes. Quotidiennement, il répétait son programme aussi simple que concret : soins gratuits pour tous, transports publics gratuits pour les plus de 65 ans, 200 dinars (100 euros) pour les sans-emploi en échange de deux jours de travail d'intérêt public... Populiste, accusent ses opposants. « Non, mon programme est chiffré et les pauvres ont fait la révolution pour qu'on s'occupe d'eux. »

Curieux personnage que Hachemi Hamdi. Islamiste exilé à Londres mais brouillé avec les islamistes. Soupçonné d'avoir retourné sa veste pour Ben Ali et de travailler aujourd'hui en sous-main pour l'ancien régime. Son succès électoral a provoqué une levée de boucliers. « Ce type est un rigolo, lance Mouhieddine Cherbib, membre du Comité pour le respect des droits de l'homme, une association. Ceux qui ont voté pour lui sont de pauvres gens dont il exploite la détresse. »

Né le 28 mars 1964 à Sidi Bouzid – la ville d'où sont parties les manifestations qui ont lancé le « printemps arabe » –, Hachemi Hamdi s'est politisé à l'adolescence, rejoignant le Mouvement de la tendance islamique (MTI). Cela lui vaudra six mois de prison en 1983, et trois jours en 1984.

Face à la pression, il s'exile l'année suivante au Soudan, avant de rejoindre en 1989 à Londres Rached Ghannouchi, le leader du MTI (parti désormais baptisé Ennahda, le vainqueur des récentes élec-

tions). Mais les relations entre les deux hommes, qui ont pourtant habité le même quartier d'Acton pendant vingt-deux ans, se détériorent rapidement. « Je plaçais pour un rapprochement avec Ben Ali. Ghannouchi ne voulait pas entendre parler. » Hachemi Hamdi quitte définitivement la mouvance islamiste au milieu des années 1990 et rencontre à plusieurs reprises Ben Ali, officiellement pour tenter de le persuader de négocier avec les islamistes.

Beaucoup l'accusent aujourd'hui d'être un allié en sous-main du RCD, l'ancien parti au pouvoir

L'heure de gloire de ce père de quatre enfants, journaliste de métier, survient en 1999 quand il crée sa télévision, Al-Mustakilla – qu'il finance entièrement par la publicité, affirme-t-il. Il lance un talk-show hebdomadaire, « Grand Maghreb », qui fait fureur en Tunisie. « L'antenne était ouverte à l'opposition laïque, et il y avait de vraies révélations dans son émission », se rappelle Akram Belkaïd, journaliste et auteur d'*Etre arabe aujourd'hui* (éd. Carnets Nord, 2011). Brusquement, pourtant, tout s'arrête. « Il a retourné sa veste et s'est rallié à Ben Ali », continue Akram Belkaïd. Que s'est-il passé ? Dans son

bureau en désordre, M. Hamdi répond qu'il a cédé à la pression. « J'avais de nombreuses poursuites judiciaires contre moi lancées par un cabinet d'avocats de Londres, que le régime tunisien utilisait. »

Est-il allé plus loin dans la coopération avec Ben Ali ? Beaucoup l'accusent aujourd'hui d'être un allié en sous-main du RCD, l'ancien parti au pouvoir. Sa tête de liste dans une circonscription du Sud de la France était un ancien dirigeant du RCD, ce qui a mené à l'annulation de son élection et nourrit les soupçons. Hachemi Hamdi plaide l'ignorance : « Il m'avait dit qu'il n'en avait jamais été membre. »

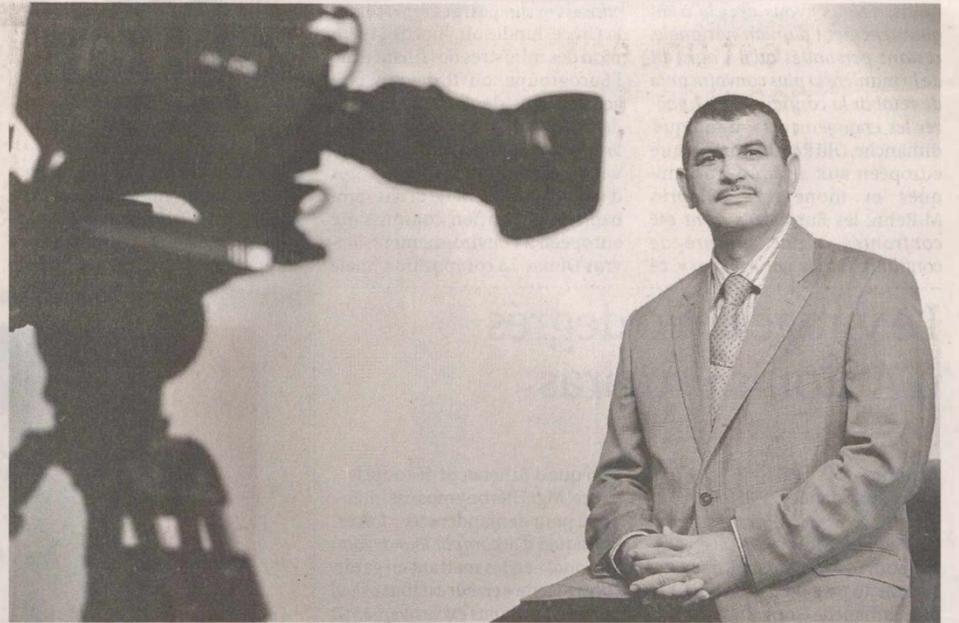
Mais si l'homme de télévision n'a rien à cacher, pourquoi n'est-il pas rentré en Tunisie ? Il s'embrouille dans ses explications : « Je n'étais pas prêt. (...) A Sidi Bouzid, je suis à l'aise, mais à Tunis, l'élite et les médias sont contre moi. » A-t-il peur ? Craint-il des représailles ? Il évite de répondre.

Quelles que soient les accusations portées contre lui, Hachemi Hamdi n'en est pas moins désormais une force politique. Va-t-il se présenter à l'élection présidentielle en 2012 ? Il dit hésiter « parce qu'il est un homme simple, qui aime [sa] vie à Londres ». Pourtant, son envie semble évidente. Il montre avec fierté les lettres de soutien qu'il reçoit et raconte que les membres de ses listes électorales le supplient de participer. S'il franchit le pas, il lui faudra alors revenir en Tunisie. ■

ERIC ALBERT

Ennahda obtient un siège de plus

Le tribunal administratif de Tunis a octroyé, samedi 5 novembre, un siège de plus au parti islamiste Ennahda, qui dispose désormais de 91 élus à l'Assemblée constituante issue des élections du 23 octobre qu'il a remportées. Selon les premiers résultats préliminaires diffusés le 27 octobre par la commission électorale (Isie), Ennahda avait obtenu 90 sièges, sur un total de 217. Le tribunal administratif a reçu selon l'agence de presse tunisienne TAP, « 104 demandes de recours dont 61 ont été examinées alors que 43 autres seront tranchées avant le 8 novembre ». Le 4 novembre, la mission d'observation électorale de l'UE avait demandé à l'Isie de publier « au plus tôt » les résultats complets et détaillés des premières élections libres en Tunisie. – (AFP.)



Le Tunisien Hachemi Hamdi, du parti La Pétition populaire, à Londres, le 27 octobre. BEN STANSALL/AFP

En Egypte, la fête de l'Aïd tourne au meeting électoral

Pour les islamistes égyptiens la fête de l'Aïd el-Adha, dimanche 6 novembre, qui commémore le sacrifice d'Abraham, a eu cette année un parfum de liberté. Après près d'un demi-siècle d'illégalité politique, ils peuvent aujourd'hui organiser plus librement des prières publiques sur les places et dans les rues. Mais en pleine campagne électorale, la prière de l'Aïd a représenté surtout une opportunité inespérée de gagner les faveurs des croyants qui se rendront aux urnes à partir du 28 novembre.

Depuis une vingtaine d'années, les islamistes ont contribué à faire évoluer cette fête, popularisant de nouveaux rituels jugés plus fidèles à la tradition islamique, tout en incitant les femmes à participer aux prières et en généralisant la distribution de viande et de cadeaux aux enfants.

Cette année, ils ont investi massivement les places emblématiques

de la révolution, décorées pour l'occasion de bannières au nom de leurs partis, et ce sont leurs candidats aux législatives qui ont fait office d'imams, menant la prière et délivrant les sermons. Frères musulmans et salafistes se sont livrés une concurrence féroce.

A Mansoura, ville du Delta où les islamistes jouissent d'une forte base électorale, les mosquées (qui abritaient traditionnellement la prière de l'Aïd) étaient ce matin quasi désertées au profit de la place des Martyrs, réquisitionnée pour la circonstance.

Entre les ballons et les colifichets, un candidat aux législatives menait la prière du haut d'une tribune surmontée d'une immense affiche du Parti de la justice et de la liberté, bras politique des Frères musulmans. Il tentait de couvrir de sa voix les haut-parleurs des pick-up qui circulaient à proximité, invitant les

gens à rejoindre la place du Paradis, où les salafistes avaient quant à eux établi leurs quartiers. « Les islamistes doivent resserrer leurs rangs et rester unis dans les élections », a martelé l'imam – candidat des Frères.

« Le train de l'islam arrive »

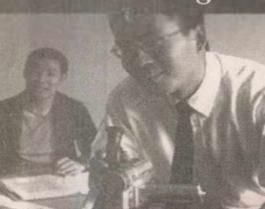
Aux abords de la place, où le service d'ordre du parti faisait la circulation, de jeunes militants tentaient de contenir des hordes d'enfants et de jeunes filles qui s'arrachaient des toupies fluorescentes distribuées avec componction par des Frères. Des vaches promises au sacrifice passaient dans des camions sous le regard des candidats islamistes portés sur des ballons géants. « Le train de l'islam arrive quoi que fassent les Américains et les laïcs pour le stopper », scandait à quelques kilomètres de là un célèbre cheikh salafiste, place du Paradis. Partout en Egypte, ces scènes

se sont répétées. A Beni Sueif, dans la mosquée Abu Bakr, le guide suprême des Frères musulmans, Mohammed Badie, a déclaré, selon le quotidien *Al Masry El Youm*, dans une allusion explicite au Parti de la justice et de la liberté : « Les pèlerins aujourd'hui à La Mecque lapident Satan avec des pierres, nous demandons de lapider les candidats de l'ancien régime avec nos voix et de donner nos votes à ceux qui nous guideront vers une vie sûre, pleine de justice, de liberté et de sécurité. »

Face à cet Aïd inhabituel, les vieux croyants ont gardé la tête froide. « Cela fait cinquante ans qu'ils attendent de prendre le pouvoir, a déclaré Mohammed Bayoumi, un grand-père venu en famille sur la place des martyrs à Mansoura. Il faut les laisser faire, jouer le jeu démocratique et voir ce que ça donne. » ■

CLAIRE TALON
(MANSOURA, ENVOYÉE SPÉCIALE)

Dépasser ses limites en anglais



en suivant le stage OISE intensif qui aboutit à la confiance dans la performance grâce à une ingénierie pédagogique propice à l'effort et surtout aux résultats.

Paris: 01 53 59 44 44

Bordeaux: 05 56 00 99 99

Lille: 03 20 40 28 38

Lyon: 04 78 24 60 74

Versailles: 01 39 20 22 50

OISE

oise.com

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Crise de l'euro

« Une seule voie possible » ?

- Les insuffisances de l'accord de Bruxelles du 27 octobre le soumettent aux aléas de politique intérieure des pays signataires
- Le risque de récession exige plus de souplesse et d'imagination, quitte à écorner les dogmes de la monnaie unique



Nicolas Sarkozy et Angela Merkel lors du G20 de Cannes, mercredi 2 novembre. RÉMY DE LA MAUVINIÈRE/AP

Dans un pays démocratique, il faut obtenir l'aval des électeurs ou de leurs représentants pour mener une politique économique, surtout en période de crise. Cette évidence, oubliée par les techniciens de la finance et les dirigeants euro-

Dossier

peens, est rappelée par les péripéties de la politique intérieure grecque. Et celles-ci ne font qu'ouvrir une séquence qui va se poursuivre avec les élections espagnoles du 20 novembre, une possible chute du gouvernement de Silvio Ber-

lusconi en Italie et le scrutin présidentiel français d'avril 2012.

Sera-t-il à chaque fois nécessaire de réaffirmer, comme l'a fait Nicolas Sarkozy le 1^{er} novembre pour condamner le projet de référendum grec, que « la seule voie possible » est l'application de l'accord de Bruxelles du 27 octobre ?

En réalité, la dégradation de la situation économique depuis le début de l'été, aggravée par les mesures d'austérité infligées aux populations, écorne de plus en plus les « seules voies possibles » successivement présentées par l'Europe pour solutionner la crise de la dette. Au point que l'on peut se demander s'il ne serait pas

temps, comme le souhaite le président américain, Barack Obama, d'inverser les priorités : peut-on continuer à ne promettre que vingt ans de rigueur budgétaire quand la récession se trouve au coin de la rue ?

Ce basculement se lit d'ailleurs en pointillé à chaque renégociation de la précédente « solution définitive ». La Grèce ne fera jamais défaut ? Elle n'a déjà plus que 50 % de sa dette à rembourser. La Banque centrale européenne (BCE) ne doit pas créer de monnaie ? Elle a commencé à racheter aux banques et aux Etats leurs titres les plus fragiles. L'euro doit rester fort ? Mario Draghi, le prési-

dent de la BCE, a enfin osé faire ce que son prédécesseur refusait : un assouplissement monétaire par une baisse des taux d'intérêt.

Mais ces revirements, parce qu'ils ne sont pas présentés comme tels et se font à doses homéopathiques quand il faudrait « frapper un grand coup » face aux marchés déchainés et aux populations assommées, n'obtiennent pas l'efficacité requise. D'autres voies sont donc bien possibles, nombre d'économistes le disent depuis des mois, entre autres dans les colonnes du « Monde Economie ». Il est temps d'aller plus loin. ■

Antoine Reverchon
▶▶▶ Lire page 4

L'éclairage de Martin Wolf page 2



Imposer un ajustement au débiteur devient contre-productif pour le créancier lui-même

Acteurs page 2

Au XV^e siècle, la Chine s'ouvre au monde, par Pierre Bezbakh

Stratégie page 6

Wineandco est en 2011, le leader de la vente de vin en ligne

Pierre-Cyrille Hautcœur



Euro : les intérêts nationaux d'abord



Depuis le début de la crise des dettes souveraines, chaque gouvernement concerné est supposé faire face seul aux tensions politiques internes et aux manifestations contre les mesures prises, ou envisagées, pour restaurer la soutenabilité de sa dette publique. Ces mesures sont le fruit d'accords intergouvernementaux et invoquent la compétence technocratique. Or si l'accord récent sur la Grèce a été présenté comme un chemin raisonnable entre les intérêts des différentes parties, il a bien été lu d'abord et partout en termes d'intérêts nationaux, avec une remarquable ignorance réciproque des contraintes de politique intérieure des voisins.

Français, Allemands et autres cherchent d'abord à sauver leurs banques en reportant le plus possible le coût sur les autres pays, ce qui ne conduit pas spontanément à la meilleure solution. Malheureusement, la négociation diplomatique entre intérêts nationaux est contradictoire par nature avec les débats menés à l'intérieur d'une union politique sur une question qui la concerne dans son ensemble, comme le montre le développement de mouvements de protestation dans nombre de pays. Non élus, les présidents du Conseil européen ou de la Commission n'ont pas la légitimité nécessaire pour imposer un accord sur des bases politiques s'appuyant sur le Parlement de l'Union européenne (UE).

En l'absence de gouvernement européen et d'une véritable vie politique de l'UE, les exécutifs nationaux, responsables chacun devant leur seul électoral, tendent en cas d'échec à rejeter la culpabilité sur les dirigeants ou les peuples étrangers, ce qui réduit la volonté de coopération. C'est d'autant plus vrai que les Européens ignorent la vie politique de leurs voisins, parce que celle-ci semble avoir peu d'impact sur leur existence.

En réalité, le fait que les deux principaux négociateurs (la chancelière allemande, Angela Merkel, et le président français, Nicolas Sarkozy) soient des conservateurs est loin d'être neutre pour le résultat des discussions, et c'est sans doute ce qui explique en partie les manifestations. Mais tant que les affaires de l'UE ne passent pas du domaine de la diplomatie à celui de la vie politique quotidienne, avec partis et affrontements entre idées différentes, les conflits apparaîtront spontanément comme internationaux alors même que les intérêts communs sont trop importants pour être disjoints.

L'enjeu est considérable : dans les années 1930, le nationalisme des opinions publiques hérité des constructions politiques du XIX^e siècle resurgit rapidement, renforcé par le mauvais règlement de la première guerre mondiale et par la multiplication des petits Etats-nations issus des empires russe et austro-hongrois. Les efforts des ministres français et allemand des affaires étrangères, Aristide Briand et Gustav Stresemann, pour rapprocher les points de vue et faire comprendre aux Européens leurs intérêts communs à long terme furent vite oubliés quand les conflits d'intérêts à court terme réémergèrent.

▶▶▶ Lire la suite page 2

Annonces

- Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
- Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé
- Industries et technologies
- Carrières internationales ■ Multiposte
- Collectivités territoriales

Pages 7 à 10

Consultez notre site : www.lemonde.fr

Le Monde
HORS-SÉRIE
ÉCONOMIE POURQUOI LA CHINE FAIT PEUR
HISTOIRE DE L'EMPIRE DU MILIEU À LA CHINE MODERNE
UNE NOUVELLE INÉDITE DE WANG LIXIONG
LE SIÈCLE CHINOIS
中國紀元
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Euro et intérêts nationaux

►► Suite de la chronique de Pierre-Cyrille Hautcœur

Face à la crise bancaire démarrée en Autriche par la faillite du Credit-Anstalt (mai 1931), poursuivie en Hongrie et surtout en Allemagne, les grandes banques centrales (Banque d'Angleterre, Banque de France, Federal Reserve Bank de New York), entités technocratiques par excellence, parvinrent à se mettre d'accord pour apporter un soutien rapide et sans condition.

Mais les gouvernements – le français en particulier – voulaient imposer des conditions politiques, qui retardèrent dramatiquement la solution. C'est en partie le souvenir de cet épisode qui conduisit, dès les années 1940, à la conception de l'Union européenne de paiements, qui précéda la création, en 1951, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) dans la voie de la coopération européenne.

Cette construction technocratique, appuyée sur la légitimité de certaines démocraties du Vieux Continent, fut longtemps une solution suffisante. Aujourd'hui, elle ne l'est plus, car la monnaie, désormais commune, est au cœur de toute communauté politique.

Si à court terme on ne peut guère espérer que le Parlement européen se saisisse de l'occasion pour se proclamer en Assemblée constituante, à tout le moins peut-on espérer un progrès vers l'établissement d'un véritable gouvernement de l'UE.

Des étapes importantes peuvent être franchies à coût faible, comme la coordination des durées des mandats parlementaires (déjà très proches) et l'unification des dates des principales élections. Quand les échéances électorales seront les mêmes, la réalisation de plates-formes politiques communes s'imposera, la convergence des partis aussi, puis la coordination des gouvernements après les élections. Des hommes politiques d'ampleur européenne apparaîtront naturellement, ceux-là même qui nous manquent cruellement aujourd'hui. ■

Pierre-Cyrille Hautcœur, EHESS, Ecole d'économie de Paris.



L'éclairage

Les excédents des uns dépendent de la capacité des autres à s'endetter. Imposer un ajustement aux débiteurs ne marchera pas

Les créanciers ne font pas la loi

Par Martin Wolf

Si tout le monde était créancier, il n'y aurait ni dettes non honorées ni crises financières. C'est comme cela, estiment les créanciers, que l'on devrait se comporter. Ils ont tort. Créanciers et débiteurs sont liés les uns aux autres comme des siamois. Les premiers doivent accumuler les créances sur les seconds. Et cela les place dans un piège qu'ils se tendent à eux-mêmes.

Trois des plus grandes économies mondiales – la Chine, l'Allemagne et le Japon – sont créditrices : dans les périodes fastes comme néfastes, elles enregistrent des excédents de leurs comptes courants. Elles se croient en droit de sermonner les pays débiteurs.

La Chine prend ainsi un malin plaisir à réprimander les Etats-Unis et l'Europe pour leur imprudence. Allié de Washington, le Japon fait de son côté montre de plus de discrétion. Quant à l'Allemagne, au vu de ses ambitions géographiquement plus limitées, elle souhaiterait simplement transformer ses partenaires de la zone euro en auteurs de bons Allemands.

Et pourtant ces créanciers sont vulnérables. Leurs économies sont en effet en capacité de produire en plus grande quantité ce que leur propre population est en mesure d'acheter. Les économies déficitaires présentent un reflet inversé : leur capacité à fournir ces mêmes biens et services est bien en deçà de leur demande.

Dans les pays débiteurs, les producteurs de biens et de services exportables forment un puissant lobby pour la fourniture de crédit aux débiteurs. Le financement privé se tarira lorsque les financiers

comprendront combien leurs prêts ont été néfastes. Devant le rétrécissement de leurs marchés, les décideurs politiques sont alors placés devant le choix difficile de gaspiller encore plus d'argent pour réparer les dégâts, ou bien de laisser s'opérer un ajustement brutal. En punissant les emprunteurs trop prodigues, ils font aussi du tort à leurs propres citoyens.

Ce processus est à l'œuvre dans toutes les crises depuis 2007, comme l'a souligné Mervyn King, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, dans un discours récent : « La persistance d'excédents commerciaux dans certains pays et de déficits dans d'autres ne reflète pas un flux de capitaux vers les pays présentant des opportunités d'investissement rentables, mais vers des pays qui ont emprunté pour finan-

tion, et tout le monde doit participer à son redressement.

On ne peut pas à la fois garder ses surplus et refuser de financer les déficits des autres. Or, c'est ce qu'essaie de faire l'Allemagne. Elle contrôle de fait la Banque centrale européenne (BCE). Elle dispose aussi de la plus forte notation. C'est pourquoi elle peut décider de la façon dont agissent les dispositifs de sauvetage. Hélas, comme le remarque Willem Buiter de Citigroup, ceux-ci fonctionneront mal. Même la France ne peut guère faire plus que grommeler devant les résultats probables.

Car c'est le pays qui accorde le crédit qui fixe les règles. Les débiteurs en sont réduits à quémander, en particulier dans un contexte de monnaie fixe, à chaque fois qu'ils ont besoin d'un financement. Les

cadre, l'Allemagne se tire une balle dans le pied parce que si tous les pays membres se mettent ensemble à resserrer leurs politiques budgétaires, tous s'appauvriront, y compris les pays créditeurs.

C'est, enfin, une vision déstabilisante parce que le seul moyen de sortir de ce piège serait que la zone euro parvienne à enregistrer des excédents extérieurs. Résoudre les déséquilibres internes en aggravant les déséquilibres mondiaux n'est pas une bonne idée.

Berlin voudrait à la fois minimiser le financement et continuer à enregistrer d'énormes surplus. Cela ne peut pas marcher. Certains objecteront que l'Allemagne s'est ajustée tout en restant excédentaire au cours des années 2000. Pourquoi ses partenaires ne pourraient-ils pas le faire aujourd'hui ? Mais ce pays est devenu excédentaire en face d'autres qui creusaient délibérément leurs déficits. Or l'Allemagne ne veut pas enregistrer de déficits. Par conséquent, ses partenaires ne peuvent pas enregistrer d'excédents, sauf à le faire par rapport au reste du monde. Cela ne serait possible qu'après un énorme affaiblissement de l'euro.

Dans le même temps, il semblerait que la zone euro ait décidé qu'elle avait besoin de l'aide chinoise. La raison pour laquelle ses membres le pensent est incompréhensible. L'argent ne manque pas au sein de la zone euro. Ce qui fait défaut, c'est la volonté de risquer des pertes. Or, comme le fait remarquer l'économiste chinois Yu Yongding, la Chine n'est pas non plus prête à prendre ce risque. C'est folie d'imaginer qu'elle puisse le faire, sauf à le payer d'un prix économique ou politique prohibitif.

Après tout, la Chine court elle-même le risque d'essuyer des pertes massives sur les réserves de devises qu'elle a accumulées, et qui se montent à quelque 3 200 milliards de dollars (2 320 milliards d'euros). Mais dans les tentatives de Pékin de gérer la relation monétaire avec les Etats-Unis, ce sont ces derniers qui contrôlent la banque centrale. La Chine a beau râler, elle doit, pour préserver sa compétitivité, ou bien acheter la monnaie que les Etats-Unis émettent, ou bien cesser de le faire. Si elle achète, elle gaspille de l'argent pour réparer les dégâts. Si elle cesse d'acheter, elle s'inflige un choc à elle-même.

Les créanciers dirigent-ils le monde ? Pas vraiment. Sur le court terme, ils peuvent menacer de couper le crédit. Mais leurs excédents dépendent de la volonté et de la capacité des autres à enregistrer des déficits. Il serait plus avisé d'admettre qu'il y a eu trop d'emprunt de la part des prodigues parce qu'il y a eu trop de prêts consentis par les soi-disant prudents.

Une fois que l'on admettra que les uns et les autres se sont trompés, tous devront s'ajuster. Imposer un ajustement unilatéral aux débiteurs passés ne marchera pas. La Grèce semble être sur le point de le démontrer : les débiteurs peuvent infliger de graves dégâts à tout le monde ; c'est aussi ce qu'ont constaté les Etats-Unis durant la Grande Dépression. Ce serait une bonne idée de redécouvrir d'urgence cet intérêt réciproque. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © « FT » (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

On ne peut pas à la fois garder ses surplus et refuser de financer les déficits des autres

cer la consommation ou qui ont perdu de leur compétitivité. Il en résulte des niveaux de consommation (privée comme publique) d'une ampleur insoutenable aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et dans une série d'autres économies avancées, et des niveaux de consommation d'une faiblesse insoutenable en Chine et dans d'autres économies asiatiques, ainsi que dans certaines économies avancées enregistrant des excédents commerciaux persistants, comme l'Allemagne et le Japon. » En d'autres termes, tout le monde a contribué à détériorer la situa-

tion, et tout le monde doit participer à son redressement.

Car c'est le pays qui accorde le crédit qui fixe les règles. Les débiteurs en sont réduits à quémander, en particulier dans un contexte de monnaie fixe, à chaque fois qu'ils ont besoin d'un financement. Les

Les acteurs de l'économie Pierre Bezbakh Zheng He, l'« amiral des mers de l'Ouest »

L'histoire de la Chine est marquée par une succession de périodes d'ouverture et de repli – au XX^e siècle, l'« extraversion » de l'économie chinoise a ainsi suivi l'autarcie de l'ère maoïste, qui avait elle-même succédé à l'ouverture imposée par les Occidentaux au XIX^e siècle.

On peut observer de tels cycles dans un plus lointain passé.

Ainsi, la première grande période d'ouverture date de la dynastie Song (960-1278) – ces empereurs s'étaient dotés d'une importante flotte de jonques de haute mer pouvant dépasser 100 mètres de long et utilisant la boussole.

La dynastie mongole des Yuan (1271-1368) chercha aussi à prolonger outre-mer ses conquêtes continentales. En 1274, l'empereur Kubilai constitua une flotte de 900 navires pour s'emparer du Japon, mais elle fut en partie détruite par un typhon ; en 1281, il renouvela cette tentative avec une armada encore plus imposante, comptant 3 000 bateaux et 100 000 hommes, qui buta sur une résistance acharnée des Japonais, et fut à son tour engloutie

par un nouveau typhon, baptisé kamikaze (« vent des dieux »).

Au début de la dynastie Ming (1368-1644), de nouvelles expéditions, pacifiques cette fois, furent projetées. Elles furent l'œuvre de Zheng He (1371-1433). Fils d'un notable chinois musulman qui avait servi les Mongols et qui fut exécuté par le nouvel empereur Ming, il devint eunuque à la cour impériale, et participa aux campagnes militaires de l'empereur Zhu Di.

Jusqu'en Afrique

Nommé « amiral des mers de l'Ouest », il quitta la Chine en juillet 1405 à la tête d'une flotte de 200 navires emportant 27 000 hommes (soldats, interprètes, savants...). Il vogua vers Java, emprunta le détroit de Malacca et atteignit Ceylan.

Cette expédition fut la première d'une série de sept, durant lesquelles il explora le nord de l'île de Bornéo, le golfe de Thaïlande, les côtes indiennes, longea le sud de l'Arabie, atteignit le golfe Persique, l'embouchure de la mer Rouge et l'est des côtes africaines. Ses navires étaient chargés de soieries, de céramiques, de produits laqués...

qui étaient échangés contre des épices, des pierres précieuses, de l'encens, de l'ambre et des animaux africains. Les contrées visitées versaient aussi des tributs à l'empereur qui ne chercha cependant pas à les annexer.

Ces voyages se terminèrent en 1433, avec la mort de Zheng He. Ce dernier n'eut pas de successeur car les empereurs qui devaient faire face au coût des guerres menées au nord de la Chine, et qui étaient alors influencés par les milieux confucéens prônant le repli sur le continent et le respect des traditions, décidèrent d'en finir avec l'ouverture maritime.

En 1500, il fut même interdit de construire des navires de plus de trois mâts... au moment où les Européens partaient à la découverte des nouveaux mondes – Vasco de Gama contourna le cap sud de l'Afrique en 1498 pour atteindre les Indes désormais désertées par les Chinois.

La Chine actuelle continuera-t-elle à développer ses exportations et ses importations de marchandises et de capitaux, à acquérir des terres au sud, à exploiter des mines et à contrôler des entre-

prises ? Ou bien renouera-t-elle avec un modèle plus autocentré, privilégiant son marché intérieur dans l'hypothèse où ses acheteurs étrangers en viendraient à se protéger de son dumping social et monétaire ? ■

Pierre Bezbakh est maître de conférences à l'université Paris-Dauphine.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F

Edité par la Société éditrice du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde »,
membre du directoire :
Erik Izraelwicz

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications nr 0712 C 81975.
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France

Le livre

Petits Chinois

Il y a certes la Chine des records de croissance vers qui l'Europe endettée tend benoîtement sa sébile, théâtre de l'enrichissement galopant d'une immense classe moyenne. Mais il y a aussi la Chine des enfants, celle que décrit avec science, talent et sentiment la démographe et sinologue Isabelle Attané.

L'auteur décrit méthodiquement la « condition infantile » chinoise, au croisement des traditions millénaires et des effets catastrophiques – non seulement démographiques, mais aussi sociaux, économiques et psychologiques – de la « politique de l'enfant unique » menée à partir de 1979 par le régime communiste.

Elle évite les clichés si prompts à se construire de ce côté-ci de la planète : non, toutes les familles chinoises n'ont pas un seul enfant, mais un Chinois de moins de 30 ans sur trois est enfant unique ; non, tous ces enfants ne sont pas de « petits empereurs » dont tous les caprices sont exaucés, préparant des générations d'asociaux. Car les comportements sont aussi en train de changer, au rythme du bouleversement du pays.

En revanche la Chine affronte, simultanément, les maux qui assaillent les enfants des pays pauvres et ceux des pays riches : les familles rurales, les migrants et les « enfants noirs » (illégaux) sont la cible du travail clandestin et de tous les trafics ; l'obésité atteint violemment les familles urbaines ; les inégalités face à la santé, à l'éducation, à l'emploi se creusent. Et les bataillons de jeunes diplômés qui sortent des universités se heurtent au chômage.

Surtout, le vieillissement de la population se fera dans les quarante prochaines années à un rythme historiquement inédit : l'économie chinoise va en effet perdre 180 millions d'actifs entre 2010 et 2050 ! A cette date, 440 millions de Chinois auront plus de 60 ans – soit un tiers (contre 10 % en 2000) d'une population qui commencera à diminuer en 2035.

Loin de tout catastrophisme, l'auteur estime pourtant que la Chine a les moyens de relever ce défi. Mais ce n'est que si elle le fait, et pas avant, qu'elle pourra alors prétendre au titre de « grande puissance ». ■

Antoine Reverchon



Au pays des enfants rares
Isabelle Attané
Fayard, 274 pages,
19 euros

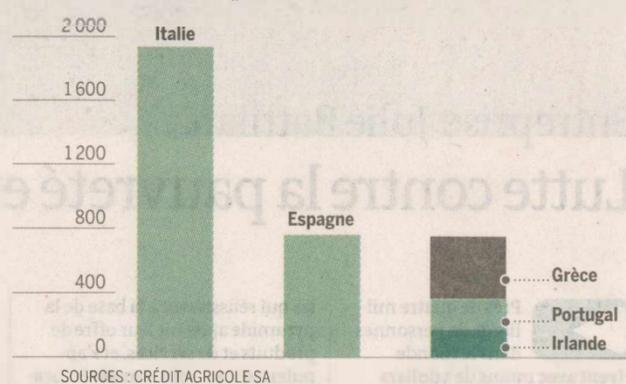
Contagion

S'il s'applique, l'accord trouvé lors du sommet européen de Bruxelles le 27 octobre comporte des conditions plus favorables à la Grèce que celui du 21 juillet, qui en avait fixé la première épure. Le poids des dettes grecque, portugaise et irlandaise n'est pas, en tant que tel, financièrement si inquiétant qu'il dissuade les pays du Nord de l'Europe de soutenir ces « petits » pays. Mais ceux-ci redoutent un effet de contagion vers des économies de plus grande taille comme celle de l'Espagne ou de l'Italie. Ces cinq pays ont en commun de subir un choc économique de très grande envergure, accompagné d'une envolée des taux de chômage, au moment où la rigueur la plus drastique leur est demandée. Si l'effet domino atteignait l'Italie, il ferait – via les banques et les exportations – des dégâts jusqu'en France. Spéculant sur cette hypothèse, les investisseurs ont aussi fait remonter l'écart de taux d'intérêt entre les dettes française et allemande, cette dernière servant de référence. L'horizon économique s'assombrit : l'ensemble de la zone euro risque en effet de voir son activité se contracter en fin d'année. ■

► PROJECTIONS À DIX ANS DU RATIO DETTE/PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, DE LA GRÈCE, en %



► DETTE PUBLIQUE, en milliards d'euros (prévisions à fin 2011)



Monétiser massivement les dettes, faire baisser l'euro sur le marché des changes, permettre la réintroduction de monnaies à usage interne...

Zone euro : les plans B au banc d'essai

1 Changer radicalement la politique monétaire

IL EXISTE encore un moyen d'éviter le grand krach, avec ses conséquences imprévisibles. Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a d'ailleurs ouvert très timidement cette porte, jeudi 3 novembre, en abaissant son taux directeur à 1,25% – quand ses consœurs américaine ou japonaise restent proches des 0%. « L'explosion de la zone euro doit être évitée », souligne Jean-Pierre

Vesperini, membre du Conseil d'analyse économique (CAE), pourtant adversaire de la création de la monnaie unique.

Quelque chose cloche en effet dans la logique actuelle des plans européens. « Soit on se contente d'une analyse de type "bouc émissaire" – c'est la faute des Grecs, etc. Soit on se dit : quelque chose de plus profond est en train de se révéler, on a une construction qui ne fonctionne pas », explique l'économiste Alain Grandjean, de sensibilité écologiste. « Les équations mathématiques sont très simples. Tant que les taux d'intérêt réels (une fois l'inflation déduite) sont significativement supérieurs au taux de crois-

sance, aucun désendettement ne peut marcher, par simple effet boule de neige de la dette », ajoute-t-il. On peut donc interroger, d'abord, la pertinence de la politique monétaire européenne.

Ainsi, plaide M. Vesperini, « la meilleure solution pour préserver l'euro réside dans la monétisation des dettes souveraines par la BCE, afin de faire baisser les taux d'intérêt à long terme qui étranglent aujourd'hui non seulement les petits pays périphériques, mais également l'Italie et l'Espagne ».

Il prône aussi une baisse des taux à court terme par la BCE. « Ces deux actions permettraient de faire baisser le cours de l'euro jusqu'à

sa valeur d'équilibre – autour de 1,15 euro –, ce qui permettrait une sortie de crise », dit-il. La monétisation des dettes a été en effet peu utilisée par la BCE, à ce stade ; elle s'est engagée dans cette voie environ dix fois moins au total que la Réserve fédérale américaine (Fed).

Antoine Brunet, président d'AB Marchés, enfonce le clou : baisser les taux d'intérêt et monétiser la dette ne suffira pas, selon lui. « Il faudra, comme vient de le faire la Suisse avec succès, procéder à des interventions massives sur le marché des changes. Tant que l'Union économique et monétaire [UEM] continuera de rester le dindon de la planète, elle s'enfoncera dans une

crise de plus en plus grave et de plus en plus insoluble », dit M. Brunet.

Tous les pays européens ont souffert d'une perte de compétitivité face au yuan, la devise chinoise, y compris l'Allemagne. Cette dernière a surtout regagné sur ses partenaires et donc accru son excédent dans la zone euro. « Le déficit budgétaire n'est ni le père ni le jumeau du déficit commercial, il en est le fils », résume M. Brunet.

Comme les interventions sont impossibles pour corriger le cours de l'euro face au yuan « du fait du contrôle des changes draconien que la Chine maintient depuis toujours », il conseille que la BCE vende « en grande quantité des euros

– qu'elle peut émettre sans difficulté – contre des dollars, contre des sterling, contre des yens, contre des wons... jusqu'à ce que l'euro recule enfin de 1,40 à 1 dollar et indirectement de 8,90 yuans à 6,35 yuans ». « Le plan B consiste donc en un changement copernicien de la politique de change de l'UEM », conclut M. Brunet. Pour cela, il faudrait qu'un gouvernement économique de la zone euro « dessaisisse officiellement la BCE de la définition de la politique de change », qu'elle a assumée de facto, profitant de la division entre les Etats membres, alors que le traité de Maastricht ne lui en confiait que la mise en œuvre. ►►

Questions-réponses Accords

1 Quel est le contenu de l'accord du 27 octobre signé à Bruxelles ?

Les grandes lignes du plan de sortie de crise comportent : un nouveau prêt de 100 milliards d'euros à la Grèce (après 110 milliards en mai 2010) par le Fonds européen de stabilité financière (FESF) avec l'appui du Fonds monétaire international (FMI) ; une « invitation » aux créanciers privés de la Grèce à échanger au début 2012 leurs titres de dette contre de nouveaux titres incluant une décote de valeur de 50% (soit environ la moitié de 200 milliards d'euros de dettes effacées) tout en bénéficiant de garanties des Etats de la zone euro sur ces nouveaux titres à hauteur de 30 milliards d'euros ; un renforcement des fonds propres des banques de la zone euro – à hauteur globalement de 106,5 milliards d'euros, au 30 juin 2012 – pour qu'elles couvrent mieux leurs risques sur les emprunts d'Etat : les banques qui auront échoué à obtenir des capitaux privés et publics pourront solliciter le FESF.

2 Que prévoit-il sur la capacité d'intervention du FESF ?

Un renforcement de la capacité d'intervention du FESF de 440 à 1 000 milliards d'euros est prévu en lui autorisant un « effet de levier », c'est-à-dire une forme

plus ou moins directe d'endettement supplémentaire. Mis en place en 2010 pour soutenir les pays de la zone euro en difficulté, le FESF disposait, au moment de l'accord, d'environ 250 milliards d'euros (sur une capacité de prêts de 440 milliards), selon les analystes de BNP Paribas.

3 Qu'est-ce que les Jéco ?

Les Journées de l'économie de Lyon (Jéco) sont consacrées cette année aux « marchés dans tous leurs états ». Deux conférences concernent la gestion de la crise actuelle : « Les banques centrales de crise en crise », le 9 novembre de 15 heures à 16 h 30, et « Faut-il un nouveau système monétaire international ? », le 10 novembre de 11 heures à 12 h 30.

Les Jéco sont organisées chaque année depuis 2008 par l'ensemble des universités et grandes écoles lyonnaises, avec le soutien de la Fondation scientifique de Lyon, des collectivités et organisations professionnelles locales et de plusieurs entreprises. Leur objectif est de démocratiser l'analyse économique auprès du grand public. L'accès aux 48 conférences qui se déroulent durant les trois jours de la manifestation, du 9 au 11 novembre, est libre et gratuit, sous réserve d'une inscription par Internet et en fonction des places disponibles (renseignements : www.journeeseeconomie.org). ■

A Athènes, le débat entre économistes fait rage autour de la « dette odieuse »

Athènes Correspondant

Le mouvement de contestation des mesures exigées par la « troïka » – Commission européenne, Fonds monétaire international (FMI) et Banque centrale européenne (BCE) – et de l'accord du 27 octobre à Bruxelles ne s'exprime pas uniquement dans les rues des villes grecques.

Des mouvements s'organisent, de façon informelle ou planifiée, depuis celui des « indignés », en perte de vitesse, à celui, plus récent, des *den plirono* (« je ne paie pas ») opposé aux nouveaux impôts dictés par la troïka, ou encore autour du film *Debtocracy*, qui demande l'effacement de la « dette odieuse » de la Grèce. Ce sont des militants, des enseignants, des économistes, des blogueurs qui nourrissent un débat croissant, alors que la crise s'aggrave et que les plans successifs ne produisent pas les résultats annoncés.

« Nous sommes dans une impasse, assure George Katrougkalos, professeur de droit à l'université de Thrace. Avec l'accord du 27 octobre, on apprend que, si tout va bien, si toutes les mesures de la troïka sont appliquées, on sera en 2020 à un niveau de dette de 120% du produit intérieur brut (PIB) – le niveau d'avant mai 2010, quand... a été mis en place l'accord avec l'Union européenne (UE) et le Fonds

monétaire international. Entre-temps, on aura démantelé toute la protection sociale. »

La solution, selon M. Katrougkalos, qui est aussi membre d'un comité demandant un audit sur la dette publique, est simple : « Le défaut. » « Si nous étions une entreprise, insiste-t-il, ce serait arrivé depuis longtemps. Ce sera douloureux, car nous n'aurons accès à aucun crédit au début. Et il faudra augmenter les impôts. Mais nous pourrions négocier directement avec nos créanciers, selon nos intérêts, et non pas selon ceux de l'UE. On pourrait imaginer des solutions intermédiaires, mais c'est difficile car, depuis mai 2010, une grande partie de notre dette est passée du privé vers des organismes publics. Et elle est aussi passée du droit grec au droit anglais. La décote de 50% ne concerne pas les obligations de la Banque centra-

Pour en savoir plus

Sur le Web Chomage-et-monnaie.org, le blog animé par Gabriel Galand. « Après le krach des dettes publiques, reconstruire », un article de Gaël Giraud publié dans la revue *Études* n° 4154, octobre 2011, 11 euros ; et consultable sur le site Revue-etudes.com. « Financer l'avenir sans creuser la dette – Une proposition de la Fondation pour la nature et l'hom-

me » [créée par Nicolas Hulot], Marion Cohen et Alain Grandjean, 46 pages, mai 2011, et sur le site Fondation-nature-homme.org.

En librairie *La Visée hégémonique de la Chine*, Antoine Brunet et Jean-Paul Guichard, L'Harmattan, 207 pages, 21 euros. *La France dans la crise. Retrouver la croissance*, Jean-Pierre Vesperini, Editions Dalloz, 2009.

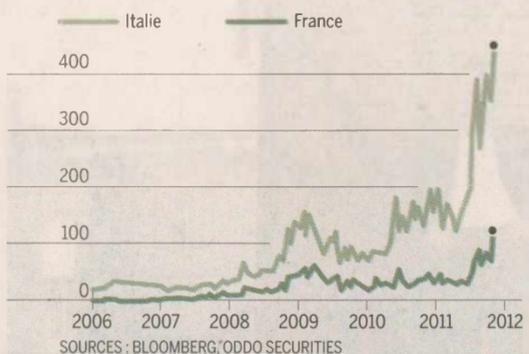
« Revenir à la drachme »

Costas Lapavistas, professeur d'économie à l'université de Londres, est en revanche favorable à un retour à la drachme. « Contrairement à ce que tout le monde affirme, la Grèce ne s'écroulera pas si elle abandonne l'euro, écrit-il dans une tribune du quotidien britannique *The Guardian*. Une sortie est le meilleur moyen de restaurer sa compétitivité et de redémar-

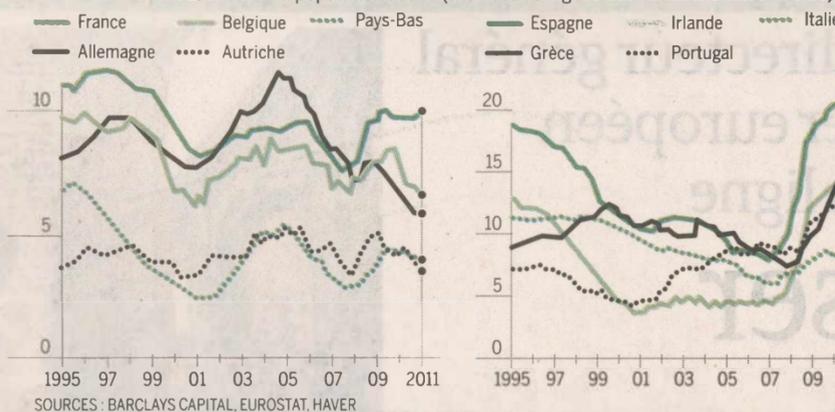
rer. L'alternative, c'est de continuer avec des mesures d'austérité qui ne marchent pas et entraînent un déclin à long terme. » Il suggère comme mesures d'urgence de « revenir à la drachme, nationaliser les banques et imposer un contrôle des capitaux ». « La tragédie, c'est que la Grèce a aujourd'hui une économie bien plus faible qu'en 2010 », commente-t-il. Yanis Varoufakis, professeur d'économie à l'université d'Athènes, fut conseiller de Georges Papandréou de 2004 à 2007, ce qui ne l'a pas empêché de demander sa démission après l'annonce de référendum par le premier ministre. C'est un critique virulent de l'accord du 27 octobre : « La dette publique n'est pas plus sacrée que la dette privée – et décaler les caisses de retraite des pauvres gens est plus néfaste que de décaler des obligations », écrit-il sur son blog (Yanisvaroufakis.eu). Mais il juge dangereux une sortie de l'euro, en raison de ses effets sismiques sur la zone. Il prône, avec son collègue britannique Stuart Holland, dans une étude intitulée « Une modeste proposition », une solution européenne dans laquelle la BCE rachèterait la part de dette des pays jusqu'à 60% de leur PIB, en émettant elle-même des obligations. Les pays pourraient alors restructurer plus facilement le reste de leur dette. ■

Alain Salles

► ÉCART DE TAUX À DIX ANS AVEC L'EMPRUNT ALLEMAND CORRESPONDANT (BUND), en points de base (pb)
100 pb = 1 %



► TAUX DE CHÔMAGE, en % de la population active (données corrigées des variations saisonnières)



► ANTICIPATIONS DE LA ZONE EURO : LE CLIMAT DES AFFAIRES, en points



Manifstation à Héraklion (Grèce), principale ville de la Crète, vendredi 28 octobre. Les annonces répétées de nouvelles mesures d'austérité par le gouvernement de Georges Papandréou ont provoqué une vive réaction de la population grecque. AP

2 Euro du Nord et euro du Sud : les limites d'une scission

UN VIRAGE à 180 degrés dans la politique monétaire permettrait sans doute d'interrompre la crise économique et financière dans la zone euro. Mais il resterait un autre problème de fond à régler : les divergences économiques entre les pays. À côté de la monnaie unique, la bonne logique voudrait des mécanismes de transferts fiscaux accrus, sur le modèle du fédéralisme allemand ou américain, afin de compenser les écarts de développement économique.

Mais cette évolution ou son corollaire – l'émission d'une dette européenne : les eurobonds – ont jusqu'ici été refusés, notamment par Berlin. « La stratégie allemande eurolibérale est, dans les faits, non coopérative au sein de l'Europe. Elle se présente comme : "chacun doit faire des efforts." En fait, cela ne se passe pas comme ça. Si le meilleur de la classe s'en sort, c'est parce qu'il y a des mauvais élèves dans la classe », souligne l'économiste Alain Grandjean.

Réduire les écarts de compétitivité entre la Rhénanie du Nord et le Péloponnèse par la rigueur salariale et budgétaire dans cette dernière région a montré ses limites. Afin de rééquilibrer les économies, l'option d'une séparation entre les pays « vertueux » et les pays « laxistes », dans deux euros de différentes valeurs, a été évoquée par des économistes au début de la crise.

Toutefois, si l'opération se révélait une simple scission et un « lâchage » du Nord par le Sud, elle aurait de très nombreux inconvénients pour les deux parties. « Un euro du Nord autour de l'Allemagne aurait sans doute sa cohérence, même s'il se réévaluerait fortement, ce qui handicaperait le commerce extérieur de cette zone. C'est la raison pour laquelle la France ne devrait en aucun cas en faire par-

tie », explique Jean-Pierre Vesperini, professeur des universités. « De son côté, l'euro du Sud risquerait de manquer de cohérence. Si ce devait être le cas, il constituerait une étape vers le retour à la souveraineté monétaire », ajoute-t-il.

Les deux euros seraient toujours soumis aux grands vents de la spéculation. Une dévaluation violente de l'euro du Sud et les défauts de paiement – par changement d'unité monétaire – des secteurs privé et public du Sud seraient à attendre. Pour éviter finalement les effets systémiques, les économistes réfléchissent donc à un système d'ajustement par le taux change à l'intérieur de la zone euro.

3 Passer de la monnaie unique à la « monnaie commune »

« COMPTE TENU des énormes différentiels de compétitivité entre l'Italie, l'Espagne, le Portugal et les pays du Nord, la solution la plus évidente intellectuellement est d'avoir des sous-régions dans la zone euro. Ou bien, l'autre option est de passer de la monnaie unique à la monnaie "commune", en instaurant un système de changes fixes mais ajustables entre chacun des membres [de l'Union monétaire]. Cela suppose de réintroduire un contrôle des changes dès lors que circulent, en parallèle, une monnaie "interne" et une monnaie "externe" », explique M. Grandjean.

Cette idée de plan B sous la forme d'une double circulation monétaire – permettant de réintroduire les monnaies nationales à l'intérieur de la zone euro tout en gardant une unité de compte semblable à l'ancien ECU (European Currency Unit) vis-à-vis de l'extérieur – est notamment défendue, comme solution de secours, par l'économiste Gabriel Galand sur son blog « chômage et monnaie » ou par son confrère Gaël Giraud, chercheur au CNRS.

Evidemment, cette monnaie commune n'aurait plus le même usage quotidien. Mais elle permettrait un rééquilibrage progressif des économies, sans passer par les dévaluations massives qu'accompagnerait, du jour au lendemain, la seule introduction d'une nouvelle drachme, d'un nouvel escudo, d'une nouvelle peseta, etc. Ce serait donc un moyen de réduire progressivement les divergences économiques entre les pays, sans déstabiliser l'ensemble.

Ce système monétaire ne résoudrait pas tous les problèmes et n'empêcherait pas que la BCE doive, au préalable et au passage, monétiser partiellement les dettes publiques. De même, il devrait s'accompagner de plans massifs d'investissements dans toute la zone, pour réaliser sa conversion économique, énergétique et environnementale, permettant une croissance durable.

Ceci suppose aussi de mobiliser des financements auprès de l'institut d'émission à Francfort. Ajouté à des formes de contrôle des changes internes, ce serait une révolution financière. Mais l'innovation peut trouver sa place. M. Galland propose, par exemple, de définir des cours de change-cible entre les monnaies nationales et de taxer proportionnellement, de plus en plus fort, les transactions de change qui s'en éloigneraient.

4 Laisser l'Allemagne et les autres « faucons » s'envoler

DANS la négociation sur le sauvetage des pays en difficulté, il est régulièrement rappelé qu'aucune clause de sortie n'est prévue dans le traité de Maastricht. L'euro serait une voie à sens unique, à moins de décider d'en sortir par un acte souverain de rupture des traités. Peu de pays – sauf à y être acculés et à devoir choisir entre deux maux, comme la Grèce – ont intérêt à considérer cette hypothèse.

Mais les pays financièrement « bien portants » sont aussi ceux qui perdraient le moins dans ce cas. En effet, déjà en excédent, ils peuvent se permettre de voir leur monnaie se réévaluer et gagner ainsi en pouvoir d'achat vis-à-vis de l'extérieur.

La seule question délicate resterait celle des créances vis-à-vis des Etats et des économies restées dans l'euro, qui, de facto, se déprécieraient. Mais cette question peut être négociée. Car quitte à ce que quelqu'un sorte, autant – pour ceux qui restent – que ce soit le plus fort. L'euro déprécié face à un nouveau deutschemark permettrait aux autres économies de regagner leur compétitivité. « En cas d'éclatement, la solution la moins douloureuse serait que l'Allemagne quitte la zone euro. Elle serait sans doute suivie par des pays qui lui sont proches : l'Autriche, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Finlande et l'Estonie », prévoit M. Vesperini.

Cette solution ne serait pas la plus rationnelle, aujourd'hui, pour notre premier partenaire économique, même si elle a un écho outre-Rhin : « La nostalgie du deutschemark dans l'opinion publique allemande et son refus de soutenir plus avant les pays en difficulté favorisent cette option. La sortie de l'Allemagne aboutirait à une forte réévaluation de sa monnaie qui priverait du cœur de ses excédents commerciaux, ceux qu'elle réalise avec le reste de la zone euro. Mais elle pourrait finir par l'accepter si la politique monétaire de la BCE devenait trop contraignante aux principes de la Bundesbank », ajoute M. Vesperini.

En brisant le couple franco-allemand, la scène préparerait de nombreux déconvenues. Mais en cas d'échec de la zone euro à trouver la stratégie de sortie de crise, en cas de divorce déjà consommé et de risque d'une explosion de l'UEM par la contagion des sorties des Etats les plus fragiles – les uns à la suite des autres, provoquant un effet domino –, ce serait un pis-aller un peu moins mauvais. ■

Adrien de Tricornot

« Il faut créer de la monnaie pour investir au travers d'un fonds financier mondial »

Joël Ruet, économiste au CNRS, chercheur à l'Iddri-Sciences Po Paris

Vous prônez la création d'un fonds de stabilisation financière et d'investissement à l'échelle mondiale. Pourquoi ?

« Le monde fait face à trois défis de temporalité différente. »

Le premier est le refinancement à court terme de la dette publique occidentale, devenue non soutenable en raison de la crise. Mais en évitant l'effondrement de l'économie en 2008, elle a offert aux investisseurs mondiaux, dont ceux des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), le bénéfice de la stabilité financière globale : il est donc légitime qu'ils en financent une part.

Le deuxième est d'assurer, à moyen terme, le développement des régions moins favorisées des BRICS. Ces derniers feront face dans les 15-20 ans aux effets pervers de l'envolée de leurs exportations de biens et de capitaux. Car les réserves générées ne sont pas libellées en yuans ou en roupies mais en dollars ou en euros. Elles sont donc inutilisables dans leurs économies nationales. Pire, investies en bons du Trésor occidentaux, elles peuvent se « dégrader » brutalement.

Troisième défi, l'économie mondiale ne sera durable que si l'on finance des biens publics mondiaux (BPM) de long terme : les Objectifs du millénaire au Sud (santé, alimentation, éducation), un fonds vert contre le changement climatique, la stabilisation des marchés des ressources minières. La raison d'être de la finance publique est de lier ces horizons dans un même mécanisme ; il faut ébaucher un système de financement public mondial commun.

A quoi ressemblerait-il ?

Pour transformer ces réserves statiques en liquidités pouvant être investies utilement, il faut créer au niveau mondial de la monnaie dont la valeur sera garantie par ces réserves. Celle-ci se libérera de façon continue, sans risque de bousculer les taux de change, et accompagnera l'essor des devises émergentes comme monnaies internationales. Elle bénéficiera au développement économique des régions défavorisées des BRICS et, pour une part importante, au financement des BPM.

Le Fonds monétaire international, renouvelé en profondeur, pourrait servir de base à un tel fonds, avec ses droits de tirages spé-

Parcours

2011 Joël Ruet est chercheur au CNRS, invité à l'université de Tsinghua à Pékin et chroniqueur au « Monde Economie ».

2007 Laboratoire techniques, territoires et sociétés (Ponts et Chaussées). En poste à Hongkong (2009-2011), il a enseigné à l'École des mines, à HEC, et dans les universités Jawaharlal Nehru (Delhi) et Rennes-II.



D.R.

ciaux (DTS). Il faudrait en créer massivement qui serviraient non plus seulement à la finance régulière, mais surtout – et c'est la nouveauté – à des projets d'investissements.

Comment fonctionnerait ce fonds ?

Lorsqu'un projet est identifié, cette monnaie est « tirée » par la banque centrale du pays concerné et passe dans son économie réelle via des agences nationales de développement ou une banque commerciale. Cette création temporaire de monnaie nationale correspond alors à son but classique : créer de l'emploi, de la valeur. Bien orientée, elle n'est pas inflationniste à l'échelle d'un produit intérieur brut mondial de 44 000 milliards d'euros. Les fonds destinés à financer les BPM, eux, sont des organismes internationaux dotés en DTS, qui se financent auprès des banques centrales actionnaires.

Ce mécanisme réinjecte des liquidités jusqu'ici figées, et mutualise les risques en créant de la valeur dans l'économie réelle.

D'où viendraient les garanties de cette création monétaire ?

La dotation en capital – idéale-ment quelques centaines de milliards par an – proviendrait des titres de créances que détiennent les BRICS sur l'Occident, des devises des fonds souverains dont le rôle est d'investir à long terme, et d'engagements en apport différé des pays occidentaux, qui valideront leur quote-part par le remboursement de leur dette au fil du temps.

Un tel fonds mondial assurera les pays émergents contre une forte décade de leurs actifs de dette libellés en dollars ; il constituera une opportunité pour leurs fonds souverains, aujourd'hui bloqués par les protectionnismes ; il sera une aubaine pour leur économie à un moment crucial ; il fera peser une moindre contrainte sur leur besoin de constitution de réserves en devises, en particulier pour la Chine, au fur et à mesure de la montée du yuan dans le panier de DTS... Enfin, il sauverait l'Occident de sa finance devenue folle.

Plutôt que de poser des rustines sur la dette, il faut refonder sa mission première : financer en commun les transformations d'avenir. ■

Propos recueillis par Antoine Reverchon